

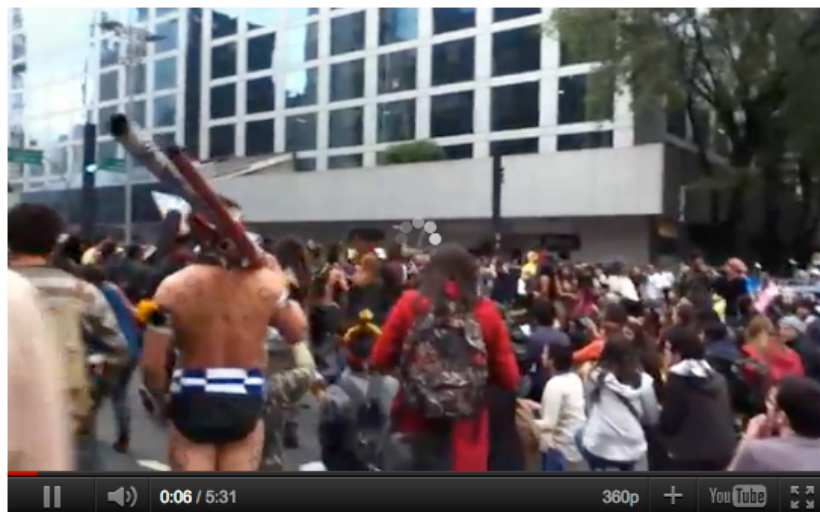
Mardi 06 septembre 2011

En Amazonie, le bras de fer autour du barrage Belo Monte continue



C'est un combat majeur qui se déroule en Amazonie depuis de nombreuses années : la bataille autour du Belo Monte, cet immense barrage qui doit voir le jour dans le nord-ouest du Brésil, sur le fleuve Xingu. Le feu vert définitif pour la construction de l'édifice hydroélectrique a été donné le 1er juin dernier par l'Institut brésilien de l'environnement. Mais les opposants au projet ne baissent pas les bras.

Fin août, des manifestations ont été [organisées dans quinze pays](#) — du Brésil à la France en passant par le Mexique, les Etats-Unis et le Canada — par plusieurs associations telles que [France libertés](#), [Survival](#) ou Amazon Watch. "*Préservez la forêt et l'humanité. Non à Belo Monte !*", scandaient les opposants, comme ici à Sao Paulo, où une effigie en paille de la présidente brésilienne Dilma Rousseff a été brûlée.



Voir la vidéo : http://www.youtube.com/watch?v=u_ljl5AgDTQ&feature=player_embedded

La [pétition lancée par le chef Raoni](#), connu pour ses combats en faveur de la forêt amazonienne et fer de lance de l'opposition au projet, a par ailleurs réuni plus de 100 000 signatures, tandis que des personnalités s'engageaient contre le barrage, comme le chanteur Sting ou le réalisateur James Cameron.

Car le Belo monte, c'est un barrage de 6 km de large avec ses canaux de dérivation et une zone d'inondation estimée à 500 km² sur les berges du Xingu, dans l'ouest de l'Etat amazonien du Para. Conséquence : 16 000 personnes devront quitter leurs terres. L'ouvrage va par ailleurs porter un coup supplémentaire à la forêt amazonienne, déjà fortement touchée par la déforestation massive qui l'affecte depuis des années, menaçant la survie de centaines d'espèces animales et végétales. Enfin, le barrage devrait provoquer un dérèglement de l'équilibre du fleuve.

Selon les associations écologistes, le gouvernement brésilien bafoue par ailleurs la Constitution du pays et la Déclaration sur les droits des peuples autochtones des Nations Unies, qui affirment notamment que tout projet ayant un impact sur des territoires indigènes doit s'établir en concertation avec la population y vivant.

Mais pour l'Etat brésilien, pas question d'abandonner un barrage qui, avec une puissance prévue de 11 000 mega-watts, devrait générer 11 % de l'électricité du pays et créer des dizaines de milliers d'emplois. Afin d'accompagner la croissance économique, le gouvernement s'est en effet fixé pour objectif de doubler la production nationale d'électricité d'ici 2019 — date à laquelle le barrage est censé être achevé. La capacité énergétique installée, qui est actuellement de 112 000 MW devrait ainsi atteindre 240 000 MW d'ici huit ans. D'un coût évalué à 11 milliards de dollars, Belo Monte sera le troisième plus grand barrage au monde, derrière celui des Trois-Gorges en Chine (18 000 MW) et celui d'Itaipu qui alimente le Brésil et le Paraguay (14 000 MW).

Sous couvert d'études rassurantes de l'Institut brésilien de l'environnement, organisme public, Dilma Rousseff ne semble pas vouloir faire marche arrière, même si sa cote de popularité en ressort affectée. Son prédécesseur Lula Da Silva, avait de la même façon relancé le projet, quitte à crisper certains de ses alliés, avec notamment la démission de la ministre de l'écologie Marina Silva de son poste de ministre de l'environnement en mai 2008.

Alors que le chantier a démarré, le bras de fer continue donc. Les porte-parole des peuples indigènes ont promis de nouvelles actions sans qu'aucune date ne soit encore fixée.

Photos : YASUYOSHI CHIBA et EVARISTO SA/ AFP